



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} octobre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 28 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Conformément aux instructions relatives à l'exercice du droit de réponse, le Royaume-Uni souhaite répondre à une déclaration faite par le représentant de la Fédération de Russie.

Le 25 septembre 2021, au débat général tenu au titre du point 8 de l'ordre du jour de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, le représentant de la Fédération de Russie a fait référence à la souveraineté britannique sur les Îles Falkland et le Territoire britannique de l'océan Indien. Le Royaume-Uni tient à ce que la déclaration suivante soit consignée dans le compte rendu officiel de la séance :

Le Royaume-Uni ne doute ni de sa souveraineté sur les Îles Falkland ni du principe de l'autodétermination et du droit des habitants des Îles Falkland de disposer d'eux-mêmes, droit consacré par la Charte des Nations Unies et par l'article premier des deux pactes relatifs aux droits humains, en vertu duquel les peuples déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

Ainsi, il ne peut y avoir de débat sur la souveraineté des Îles Falkland que si leurs habitants le souhaitent. Le référendum de 2013, au cours duquel 99,8 % des votants ont exprimé le souhait de voir les îles conserver leur statut de territoire du Royaume-Uni, a montré sans équivoque que les habitants ne voulaient pas d'un débat sur la souveraineté. L'Argentine devrait respecter ce souhait.

Il a été fait référence à certaines résolutions, mais aucune ne modifie ou ne dilue l'obligation des nations de respecter le principe juridiquement contraignant de l'autodétermination. Le Gouvernement britannique attache une grande importance à ce principe et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, énoncé au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte des Nations Unies et à l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Par conséquent, le Royaume-Uni reste déterminé à défendre le droit à l'autodétermination des habitants des Îles Falkland et le droit que ceux-ci ont



de déterminer leur propre avenir politique, social et économique. Il soutient donc sans équivoque leur droit d'exploiter leurs ressources naturelles dans leur propre intérêt économique.

Le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur l'archipel des Chagos, qui est sous souveraineté britannique continue depuis 1814. Maurice n'a jamais exercé sa souveraineté sur cet archipel et nous ne reconnaissons pas sa revendication. Toutefois, nous nous sommes engagés il y a longtemps – en 1965 – à céder à Maurice la souveraineté du territoire lorsque nous n'en aurions plus besoin à des fins de défense. Nous maintenons cet engagement.

Il s'agit d'un différend bilatéral, et non d'une question de décolonisation. Le Royaume-Uni déplore que l'affaire ait été portée devant la Cour internationale de Justice, ce qui est contraire au principe selon lequel la Cour ne peut examiner les différends bilatéraux sans avoir obtenu au préalable le consentement des deux États concernés. L'avis consultatif de 2019 était une opinion communiquée à l'Assemblée générale à sa demande ; il ne constitue en rien un arrêt juridiquement contraignant.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

(Signé) Barbara **Woodward**
